

NATIONS UNIES

CONSEIL UN LIBRARY

DE TUTELLE 8.1962

UN/SA COLLECTION



Distr.
LIMITEE

T/COM.2/L.60

12 octobre 1960

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE LA "TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL FARMERS
UNION" CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil
de tutelle)

TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL FARMERS UNION
(Waremi)

Siège de la TANFU

Réf. TANFU/G/1

Kyauka's Building
Market Street
P.O. Box 612 Moshi

Le 18 août

KILIMANDJARO, T. T.

A Monsieur le Commissaire de district
MOSHI

Monsieur le Commissaire,

Nous avons l'honneur de vous présenter ci-joint notre mémoire concernant les "mesures" préconisées par la TANFU pour lutter contre la pauvreté, la maladie et l'ignorance chez les Africains.

En raison du vol de quelques documents et d'autres objets appartenant à notre union, et étant donné que les questions soulevées concernent des problèmes relatifs à l'indépendance de notre pays, nous regrettons vivement le retard survenu dans la transmission des documents que vous nous aviez demandés, pour être communiqués à l'ONU, dans votre lettre du 22 avril, référence V2/7/137.

En espérant vivement que vous continuerez d'apporter votre aide à l'Union, veuillez agréer, etc.

Le Secrétaire général exécutif de la
Tanganyika African National Farmers
Union

(A.P.M. Njau)

Copie : Le Secrétaire général
des Nations Unies
New York,
Etats-Unis d'Amérique

A l'attention des institutions de
l'ONU, avec prière de prendre les
mesures concrètes nécessaires.

TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL FARMERS UNION
(WAREMI)

SIEGE DE LA TANFU

Réf. : TANFU/2/81/1

Kyauka's Building
Market Building
P.O. Box 612 Moshi
Kilimandjaro, T. T.

MEMOIRE DE LA TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL FARMERS UNION, MOSHI, T. T.,
A LA MISSION DE VISITE DE L'ONU AU TANGANYIKA

L'Union tient à vous adresser ses meilleurs souhaits de bienvenue dans ce Territoire avec l'espoir que votre visite sera très utile aux agriculteurs de ce pays et marquera une étape dans l'évolution historique de notre industrie agricole. Votre visite, nous l'espérons, renforcera également votre confiance, lorsque vous aurez des entretiens avec les membres du gouvernement, et notamment les membres de l'Assemblée, les parlementaires et d'autres soutiens de l'agriculture, sur les meilleurs moyens d'assurer notre indépendance économique.

a) Préambule

Sans la pleine et entière indépendance politique, tous nos plans économiques sont voués à l'échec.

Les agriculteurs africains ne peuvent réellement jouer un rôle essentiel dans le développement de l'agriculture et obtenir des succès économiques tant qu'ils n'agissent pas tous de concert. C'est la raison pour laquelle la TANFU a été créée. Comme vous avez peut-être pu le constater déjà, il est assez difficile, dans le cadre de la politique économique coloniale actuelle, d'intégrer l'agriculture et l'industrie, qui se trouve dans les mains étrangères, s'il n'y a pas d'unité entre les agriculteurs, les marchands et les exportateurs; si cette coopération existait, elle pourrait servir à assurer la prospérité générale. L'Union peut contribuer à atténuer la très forte disproportion existant entre la situation économique des Africains et celle des non-Africains en accélérant le progrès économique et en augmentant la productivité grâce à trois méthodes différentes : l'auto-assistance, l'assistance des pouvoirs publics et l'assistance mutuelle (en encourageant le plus possible les entreprises coopératives, notamment les coopératives agricoles, afin de réaliser l'indépendance économique du

/...

Territoire). Apparemment, si le Territoire n'accède pas prochainement à la pleine indépendance politique, il ne pourra pas jouir d'une entière stabilité économique ni attirer les investissements étrangers nécessaires pour accélérer l'indépendance économique.

b) Politique

En ce qui concerne l'économie du Territoire, l'ONU, par l'intermédiaire de ses institutions spécialisées, joue un rôle fondamental, en particulier pour lutter contre la pauvreté, les maladies et l'analphabétisme et pour aider au développement économique général du Territoire. Il faut modifier la politique officielle coloniale actuelle et en élaborer une qui permette à l'agriculture de participer au développement économique du Territoire. En ce qui la concerne, l'Union s'efforcera de jouer son rôle à cet égard afin que tous ses membres s'intéressent à cette participation. Voilà l'action concertée que tous les agriculteurs du Territoire doivent mener pour élever le pouvoir d'achat et améliorer le niveau de vie des exploitants africains. Ainsi donc, le gouvernement doit, dans sa politique agricole fondamentale, protéger et augmenter le revenu d'une famille travaillant normalement et, en particulier, garantir la plus grande liberté possible dans les échanges de biens entre pays et les prix les plus bas possibles pour les denrées alimentaires destinées à la consommation.

c) Mouvements coopératifs

En application de la politique susmentionnée, nous voudrions que soient formées des sociétés coopératives (par exemple des centres coopératifs médicaux et autres) qui lutteraient contre la pauvreté, l'ignorance et la maladie, puisque c'est de cette manière que les habitants autochtones du Territoire peuvent participer davantage à sa vie économique. L'Union a noté avec satisfaction la façon dont l'Autorité administrante a encouragé les entreprises coopératives dans le Territoire. Le développement coopératif y est extrêmement bien organisé, si bien que nos tribus ont réussi à vendre leurs récoltes par l'intermédiaire des comptoirs de vente et de contrôle des produits africains et des sociétés coopératives. Mais nous espérons que, quand elle commencera à entrer en activité, l'Union coopérative du Tanganyika pourra faire beaucoup plus qu'elle ne fait actuellement et indiquer aux agriculteurs les meilleures méthodes de traitement d'autres produits (céréales, lait, etc.) qui

sont laissés de côté par les coopératives ou comptoirs existants, établir un conseil de la production agricole chargé de fixer les prix des denrées agricoles, etc. Pour faciliter les mesures envisagées, il faudra peut-être réorganiser le ministère des ressources naturelles et les sociétés coopératives en opérant une décentralisation à l'échelon des districts et en créant des zones limitées de responsabilité à l'intérieur de chaque district. Nous pourrions ainsi certainement obtenir la pleine coopération de l'administration de district, y compris du comité de développement du district (sans exclure l'influence des syndicats agricoles qui pourrait se faire sentir prochainement lors de l'accession à l'autonomie). Ainsi, tous les autres départements ministériels pourraient aider les sociétés coopératives en détachant auprès d'elles des conseillers compétents qui seraient toujours disponibles pour donner des avis et une assistance dans tous les domaines du développement coopératif.

En ce qui concerne la formation de sociétés coopératives, le besoin se fait sentir actuellement de créer des banques coopératives. Le système actuel de crédit aux Africains doit être étendu aux sociétés coopératives de crédit qui pourraient consentir des prêts moyennant une surveillance suffisante. Ainsi donc, les agriculteurs pourraient obtenir des facilités de crédit alors qu'actuellement ils contractent des dettes élevées envers les prêteurs d'argent. Les sociétés coopératives de crédit, notamment dans les régions productrices de céréales, pourraient stocker les céréales, comme elles le font pour d'autres et acheter pour le compte de l'office de stockage des céréales, l'organe officiel qui traite avec les agents d'achat, s'occupe des achats et des ventes de céréales, au nom de l'organisme qui s'occupe des excédents de blé et de la production des quantités requises. C'est pourquoi le gouvernement, les autorités locales, les sociétés coopératives et le grand public doivent reconnaître l'Union comme le porte-parole officiel de tous les agriculteurs africains du Territoire.

d) Agriculture

Sans l'aide de la FAO, on ne pourrait peut-être pas réaliser des progrès économiques et augmenter la productivité, éléments fondamentaux dont dépend le développement du Territoire, en raison de la crainte provoquée par la perspective d'une production excédentaire, de considérations d'ordre international et de la chute des cours mondiaux des produits agricoles.

Les pouvoirs publics doivent parvenir à améliorer et à étendre les marchés de nos produits et à inciter les pays industriels qui ont bénéficié de la baisse des prix des produits de base à accroître leurs investissements dans le Territoire puisque les prix des produits finis que nous importons s'élèvent et que les prix des produits de base que nous exportons chez eux s'abaissent. A l'heure actuelle, nous risquons d'avoir à résoudre le problème de la vente du café provoqué par l'augmentation de la productivité. La FAO voudra-t-elle chercher des moyens de résorber les excédents agricoles résultant de notre surproduction et des débouchés suffisants pour nos produits? Etant donné cette situation, l'Union doit veiller à ce que l'augmentation de notre productivité soit sélective et dépende des besoins du marché selon l'aide dont nous pourrions bénéficier à cet égard de la part de l'Autorité administrante.

e) Industries connexes

Le Tanganyika n'est pas un pays d'élevage : la qualité et par conséquent le rendement du bétail élevé par l'agriculteur africain sont médiocres; c'est notamment le cas du lait qui est fourni par les étrangers, en particulier les colons, par l'intermédiaire de marchands. On n'a pas créé de comptoirs de vente du lait à proprement parler. Parmi les causes de la médiocrité du bétail au Tanganyika, il faut noter :

- a) Le manque de fourrage, le fait que l'agriculture mixte n'existe pas, c'est-à-dire que l'on ne cultive pas les plantes alimentaires et le fourrage suivant un système d'assolement scientifique, ce qui serait souhaitable.
- b) Le caractère peu scientifique de l'élevage et la pénurie d'animaux reproducteurs sains.
- c) L'absence d'industries auxiliaires africaines dérivées de l'élevage telles que l'industrie laitière, le tannage, le travail du cuir, le travail des os et de la corne, etc.
- d) La pénurie de fonctionnaires, et notamment d'ingénieurs hydrauliciens chargés de surveiller les projets d'irrigation, les méthodes de culture des Africains, et la pénurie de bonnes terres. Jusqu'à présent, dans l'agriculture, les conditions sont plus attrayantes pour les non-Africains.

/...

Si les sociétés coopératives agricoles proposées par l'Union pouvaient obtenir des terres, la part de capital dont elles ont besoin, et des conseils en matière de planification donnés par le gouvernement, notre programme en matière de coopératives agricoles pourrait être couronné de succès en ce qui concerne notamment, a) la propriété ou l'utilisation coopératives du matériel mécanisé; b) l'élevage coopératif de bétail; c) les exploitations coopératives.

f) Commerce et Distribution

Au Tanganyika, ce sont les non-Africains qui sont le plus avancés en matière de commerce et de productivité. Les pays industrialisés doivent faire du commerce pour vivre et réalisent leurs plus grands progrès quand leur commerce est en expansion. Les pays dits sous-développés comme le Tanganyika ont besoin à la fois de produire et de vendre pour trouver des débouchés à une production accrue et plus variée. La prospérité commerciale et productive pourrait contribuer à faire disparaître la pauvreté, l'ignorance et la maladie chez les Africains. Nous espérons que les non-Africains pourront participer à cette oeuvre, s'ils veulent que les Africains jouent leur rôle, en développant les moyens de formation et de crédit, avec un système de contrôle approprié, pour le commerce. Sans l'aide des pouvoirs publics et l'assistance de l'ONU ou de nous-mêmes, les non-Africains, après l'accession du pays à l'indépendance, continueront à avoir les mêmes privilèges économiques et la même abondance que sous la domination coloniale cependant que les Africains pourraient souffrir dans la misère abjecte, l'ignorance et la maladie tout en détenant le pouvoir politique ce qui ne manquerait pas de poser des problèmes et de créer des tensions.

Nous espérons que l'Union dans ses efforts en ce sens, pourra avec l'assistance du gouvernement, trouver le moyen de réaliser la coopération économique inter-raciale.

Comme les agriculteurs africains ne sont peut-être pas au courant des problèmes de production, de traitement, de commercialisation et de distribution des principaux produits de base agricoles, les membres de l'Union recevront des conseils sur tous les problèmes relatifs à l'agriculture, à la gestion des coopératives et à la vente des principaux produits agricoles. Pour résoudre plus

facilement les divers problèmes qui pourront se poser, nous proposons qu'outre le Bureau central, situé à Moshi, on crée un centre d'information et de publicité à Dar es-Salam et un centre de consultations sur les problèmes des produits de base à Mwanza.

Nous avons le grand regret de constater que depuis quelques années on s'est occupé avant tout de l'évolution politique et que, pour des raisons politiques, on a fait très peu dans le domaine du progrès économique. C'est pourquoi il s'est toujours trouvé depuis lors des partisans et des adversaires de l'indépendance économique avant l'accession du Territoire à l'indépendance politique.

Dans l'économie coloniale actuelle, toute la vie et tout le développement économiques sont orientés vers le profit des sociétés et des monopoles étrangers, le commerce d'exportation étant exclusivement dirigé par des étrangers. La distribution du sucre et du blé, les transports, l'électricité, etc. sont des monopoles qui reçoivent une aide généreuse des pouvoirs publics, sans compter les prêts consentis par des établissements financiers avec la garantie du gouvernement. Une telle situation décourage ceux qui disposent de moyens limités et qui, sans cela, auraient pu entreprendre une activité commerciale. Elle augmente l'importance moyenne des entreprises, limite le nombre de celles qui se livrent à une activité commerciale et peut, dans une certaine mesure, faciliter des accords restrictifs. Il est peut-être de l'intérêt desdits monopoles ou entreprises d'être nationalisés ou gérés par des entreprises coopératives.

Mais nous ne pouvons pas être sûrs, si bien équipés que nous soyons du point de vue financier, de produire autant ou davantage pour le même coût ou pour un coût inférieur sans être découragés par la nécessité de sacrifier une partie de la main-d'oeuvre et du capital pour des raisons de publicité. Le gouvernement devrait peut-être contrôler lesdits monopoles car il est possible qu'ils augmentent la marge entre le prix de revient et le prix de vente et accroître le coût de la vente ou de la production du point de vue du public. En agissant ainsi, ils vont à l'encontre des intérêts des habitants du Territoire.

En l'occurrence cependant, il pourrait être intéressant pour l'ONU de procéder à une étude des monopoles existant dans le Territoire en vertu des articles 10 et 11 de l'Accord de tutelle de 1940.

Actuellement, la Tanganyika Planting Co. Ltd a entrepris une certaine action en faveur de la distribution du sucre par la Moshi Trade Co. pour que le sucre soit distribué par les consommateurs eux-mêmes par l'intermédiaire de leurs propres entreprises coopératives. Si ledit monopole du sucre faisait partie des activités commerciales du Gouvernement du Tanganyika, il aurait pu être placé sous le contrôle d'un organisme public qui aurait évité les abus. Mais, n'étant pas un monopole d'Etat, il doit être ouvert à la concurrence des entreprises privées qui doivent s'organiser comme elles l'entendent sans que le gouvernement désigne ses représentants comme cela aurait été le cas s'il s'agissait d'un monopole de l'Etat.

Jusqu'à présent, la Moshi Trading Company nous a rendu de grands services pour la distribution du sucre. Mais que fera-t-on des politiques actuelles concernant le T.P.C. et Kilombero sans porter préjudice aux intérêts en jeu? On s'est opposé à ce que ladite société distribue le sucre principalement parce que tous les consommateurs ne participaient pas à ses bénéfices. Il est par conséquent nécessaire que le gouvernement envisage sérieusement la possibilité de revoir et de modifier progressivement sa politique à l'égard des consommateurs. Ce sont les agriculteurs africains, comme les autres, qui doivent payer le surcroît de dépenses résultant éventuellement des augmentations de salaires des travailleurs et d'autres dépenses ayant un rapport avec la production et la distribution de sucre. Nous devons, de ce fait, avoir notre mot à dire. C'est pourquoi le comité du sucre de l'Union demande à être représenté auprès des comités et organes gouvernementaux ou non gouvernementaux qui traitent des questions relatives, tant sur le plan territorial qu'international, à la production, au traitement et à la commercialisation du sucre en vue de mettre en oeuvre le programme susmentionné. A ce jour, nous avons réussi à faire élaborer par le gouvernement la politique sucrière actuelle.

g) Dispositions financières

Le Tanganyika a besoin de capitaux et de biens qui lui servent de garanties pour poursuivre, non seulement dans le pays, mais encore avec les autres parties du monde, les transactions commerciales qui permettront à ses habitants d'obtenir, dans une juste et équitable proportion, les nombreux biens indispensables pour organiser comme il convient leur vie économique. Nous espérons lutter pour

l'indépendance économique nationale grâce à nos efforts personnels, à l'assistance des pouvoirs publics et à l'assistance mutuelle, mais il est impossible d'accroître la productivité des Africains dans le domaine du sucre et d'autres produits de base sans une assistance extérieure financière et technique.

h) Craintes économiques

Il faut donner aux Africains une part plus grande dans le contrôle de la politique économique, et cela dans l'intérêt de tous les habitants du Tanganyika. L'ONU voudra-t-elle examiner avec l'Autorité administrante la politique actuelle de cette dernière concernant les investissements étrangers et notamment l'utilisation des moyens de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, la Banque mondiale, et de l'Export-Import Bank en vue de soutenir nos projets économiques? Elle pourrait ainsi alléger les difficultés financières dues aux fluctuations constantes du marché local; il faut pour cela des fonds qui seraient investis par une vaste catégorie d'emprunteurs dans l'industrie, le commerce et l'agriculture pour entreprendre le développement national.

Etant donné les circonstances actuelles, nous voudrions que le système actuel de prêts aux Africains par l'intermédiaire de la Land Bank, du Local Development Loan Fund, de l'African Productivity Loan Fund et de l'Urban Housing Loan Fund soit renouvelé et que l'on crée des sociétés de crédit à responsabilité limitée financées par la Banque centrale d'Etat et, probablement aussi, par la Banque coopérative et par la Land Bank du Tanganyika.

Le Programme élargi d'assistance technique mis en oeuvre par les institutions des Nations Unies pourrait nous aider à moderniser nos méthodes de culture et à accroître la productivité pour atténuer les très grandes différences de situation économique entre les Africains et les non-Africains par les moyens suivants :

1) forage de puits; 2) irrigation; 3) projets hydro-électriques; 4) industrie minière; 5) création d'établissements de recherches; 6) assistance aux sociétés de marché coopératives en vue d'écouler à des prix intéressants dans les villes les produits excédentaires; 7) assistance au gouvernement en vue de créer un organisme officiel d'exportation qui pourrait être doté d'une politique des prix d'exportation : a) en insistant sur la politique des prix et les recettes d'exportation; b) en augmentant les recettes de l'Etat; c) en maintenant le caractère

compétitif de l'industrie d'exportation; d) en atténuant au minimum l'effet des fluctuations des marchés mondiaux sur l'ensemble de l'économie et sur les revenus des agriculteurs; 8) encouragement à la création par les Africains d'une coopérative de production pour l'exportation qui pourrait aider les agriculteurs à développer les marchés étrangers.

Nous voudrions enfin que l'ONU recommande à l'Autorité administrante d'employer les meilleures méthodes en vue de réaliser l'efficacité économique du travail agricole au Tanganyika : 1) en élaborant des programmes de commercialisation; 2) en instituant des garanties nouvelles; 3) en accordant des primes pour les programmes d'amélioration par exemple; 4) en procédant à une révision des prix et des subventions de l'Etat aux producteurs; 5) en effectuant des recherches sur l'expansion des marchés et en s'attirant la bonne volonté des pays où il est possible d'exporter nos produits et de leur fournir des moyens de transport; 6) en créant des commissions et des comptoirs de vente officiels et non officiels; 7) en développant les techniques agricoles; 8) en procédant à des investissements (nationaux et étrangers); 9) en maintenant à un niveau raisonnable les revenus réels pour abaisser le coût de la production; 10) en s'assurant de nouvelles demandes pour nos produits agricoles pour faire face à la chute des cours mondiaux résultant du maintien de la demande et de l'augmentation de la production; 11) en faisant diriger les coopératives par du personnel hautement qualifié; 12) en mettant au point la méthode à adopter pour recueillir des fonds de la manière suivante : a) impôt sur les récoltes; b) permis agricole; c) blocage des droits versés par les organisations à créer aux termes de la loi pour tous les négociants en produits agricoles. Tous les négociants en produits agricoles pourraient prélever 0,5 pour 100 des prix versés aux agriculteurs et le verser à un fonds spécial; d) impôt; e) législation; f) comptoirs de vente officiels; 13) en dispensant un enseignement technique approprié dans les écoles et un enseignement pour adultes; 14) en créant une protection contre la concurrence des grandes industries dirigées par des sociétés étrangères; 15) en réduisant les tonnages de biens d'importation qui portent atteinte à l'industrie agricole; 16) en accordant des subventions aux industries de villages dont le produit serait fourni par les usines contrôlées, le cas échéant, par des sociétés étrangères;

17) en créant et en gérant des sociétés agricoles coopératives dans le cadre d'un programme spécial en liaison avec la Tanganyika Agricultural Corporation.

i) Protection de la main-d'oeuvre

La main-d'oeuvre africaine fournit une grande partie de la richesse acquise dans le pays mais ne reçoit en retour qu'une assez faible rétribution. Il est d'une importance suprême que les intérêts des travailleurs agricoles et des ouvriers employés dans les industries, petites ou grandes, dans les industries essentielles et dans les services publics, soient protégés par des lois appropriées. Il convient de prévoir a) un salaire décent; b) des conditions de travail salubres; c) un nombre d'heures de travail limité; d) un système satisfaisant de règlement des différends entre employeurs et employés; e) la protection contre les conséquences économiques de la vieillesse, de la maladie, des accidents et du chômage, c'est-à-dire que travailleurs et employeurs travaillant de concert, veilleraient à ce que les travailleurs obtiennent 1) un salaire hebdomadaire ou mensuel garanti; 2) des congés payés; 3) une augmentation de salaire; 4) un plan de pension (programme d'assurance); 5) des primes. D'une part, il faudrait peut-être aussi que les travailleurs comprennent l'attitude des employeurs à leur égard; il faudrait que ceux-ci travaillent à leur bien-être en les encourageant à être leurs propres employeurs travaillant ensemble dans leur métier et partageant les profits. Ainsi pourront-ils connaître leurs difficultés réciproques, prendre l'attitude qui convient et travailler pour la prospérité commune. D'un autre côté, il faut encourager les travailleurs : 1) à s'assurer la propriété coopérative de leurs entreprises à savoir les exploitations agricoles, les magasins de vente aux consommateurs, les boulangeries, les imprimeries, les entreprises de construction, les établissements de crédit, etc.; 2) à constituer des caisses de chômage; 3) à élever leur niveau de vie; 4) à lutter contre la maladie, la pauvreté et l'ignorance parmi les travailleurs. Nous espérons que l'Union ne tardera pas à être acceptée comme participant au Ministère des tribunaux du travail, au Conseil des salaires et à d'autres organismes officiels.

j) Conclusion

L'indépendance économique ne peut être effective sans la coopération de tous ceux qui s'occupent de notre progrès économique et de l'augmentation de la productivité, en particulier les pays industriels qui ont exploité le Territoire

pour leur profit. Maintenant il nous faut travailler ensemble pour le bien commun en ce qui concerne l'indépendance économique du Territoire. Il faut une action concertée pour que tous les agriculteurs soient employés de manière productive dans l'agriculture et tout cela ne peut pas se faire sans un plan. Inutile d'ajouter que la TANU pourra incorporer dans ses propres plans économiques certaines propositions et trouver des travailleurs efficaces et qualifiés pour élaborer notre plan économique pour le bien de tous.

Nous terminons avec l'espoir que certaines réalisations pourront venir de l'Union et que nos problèmes locaux pourront être résolus méthodiquement avec patience et bonne volonté de notre part et de la part du gouvernement et nous serons heureux de voir comment l'ONU et ses institutions spécialisées s'associeront au Territoire après son accession à l'indépendance. Nous apprécierions beaucoup à l'avenir votre publicité, vos encouragements et votre assistance à la cause de l'Union.

Veuillez agréer, etc.

LE SECRETAIRE GENERAL EXECUTIF
DE LA TANGANYIKA AFRICAN NATIONAL
FARMERS UNION
(A.P.M. Njau)
